

# d'une guerre Est-Ouest



du Moyen-Orient, dont 3000 ou 4000 probablement transportés vers la zone frontalière. Photo AFP/Ramil

## REPÈRES

### ■ Importantes manœuvres militaires

Au niveau militaire, la zone tampon entre l'Europe de l'Est et le bloc russe voit se succéder ces derniers mois d'importantes manœuvres, comme si une montée des tensions était inévitable.

-En Pologne et dans les trois pays baltes, l'Otan organise régulièrement des exercices militaires d'ampleur. Comme **Springstorm** il y a quelques mois, où environ 300 soldats français (avec des chars Leclerc notamment) étaient présents aux côtés de Britanniques et d'Estoniens.

Ce déploiement s'inscrit dans le cadre d'une Force de présence avancée renforcée (**enhanced Forward Presence - eFP**) actée en 2016. Il s'agit depuis « de renforcer encore la posture de dissuasion et de défense de l'Alliance face au nouvel environnement de sécurité », à laquelle est greffée une présence avancée adaptée (**tailored Forward Presence - tFP**) en Roumanie, Bulgarie et en mer Noire.

C'est cette présence otanienne en mer Noire que Vladimir Poutine a qualifiée de « sérieux défi » pour la Russie qui, elle aussi, conduit de très nombreux exercices, dont le fameux **Zapad-21** en septembre dernier avec 200 000 militaires, 80 avions et hélicoptères, 290 chars, 240 systèmes d'artillerie et jusqu'à 15 navires.

## Gaz russe : la partie de poker menteur de Loukachenko

Le président biélorusse Alexandre Loukachenko a menacé jeudi de priver l'Union européenne (UE) du gaz russe qui transite par son territoire. « Nous chauffons l'Europe et ils menacent de fermer la frontière. Qu'est-ce qui se passerait si nous coupions le gaz naturel ? », a lancé le dictateur alors que l'Europe est déjà confrontée à une crise énergétique qui entraîne une flambée du prix du gaz.

La Russie est le principal fournisseur de l'UE. En 2018, le gaz russe représentait 40,4 % des importations, devant la Norvège (18,1 %) et l'Algérie (11,8 %). La part du gaz importé de Russie est de 80 % en Pologne, 65 % en Autriche, 37 % en Allemagne et en Italie et 24 % en France.

Alexandre Loukachenko avait-il prévenu son allié russe Vladimir Poutine ou s'agit-il d'un coup de bluff ? Le Kremlin a assuré vendredi que les livraisons de gaz russe ne seraient pas suspendues. La Russie n'a pas intérêt à se brouiller avec l'UE ni à se priver des recettes du gaz qui représentent 40 % de son budget avec les exportations de pétrole.

Le dictateur biélorusse a aussi beaucoup à perdre dans son bras de fer avec l'UE. Bruxelles pourrait bloquer les exportations du Biélorusse qui n'a pas d'accès à la mer en lui interdisant d'utiliser les ports de Lituanie, de Lettonie et de Pologne, trois pays membres de l'UE.

L.C.

## QUESTIONS À

**Matthieu Tardis**

Chercheur, Centre migrations et citoyennetés de l'Institut français des relations internationales (Ifri)

## « C'est une crise géopolitique, pas une crise migratoire »

**Un tel événement aux frontières de l'Europe de l'Est était-il envisageable ?**

C'est une crise géopolitique, et tout sauf une crise migratoire. Au niveau géopolitique, il y a des intérêts divergents des deux côtés de la frontière, avec un jeu même à plusieurs bandes, avec l'Union européenne et la Russie, dans lequel s'inscrit la politique migratoire. On ne constate pas un afflux massif, comme en 2015. Par le nombre, et les circonstances, ce n'est pas la même chose. À l'époque, des centaines de milliers de personnes, des Syriens, fuyaient un conflit pour rejoindre l'Union européenne. Là, ces quelques milliers de personnes ne constituent pas une menace.

**Le Biélorusse exerce-t-il un chantage avec ses migrants à sa frontière ?**

Oui, ces personnes sont devenues un objet d'instrumentalisation par des régimes dictatoriaux, comme la Russie, mais la Turquie le fait également, ou le Maroc en mai dernier. Cela montre que ces régimes ont bien compris que

le sujet de l'immigration était le point faible de l'Union européenne, et les tensions en 2015 au sein même de l'UE, ne sont pas du tout réglées voire plus exacerbées aujourd'hui. Donc la responsabilité de gestion des flux migratoires a été déléguée aux pays tiers qui nous entourent (Turquie, Maroc, Libye). On leur confie donc une partie de notre souveraineté parce qu'on n'arrive toujours pas à s'entendre sur une politique commune d'asile et d'immigration.

**L'Est et l'Ouest de l'Europe ont des conceptions différentes sur ces thèmes ?**

Il faut se méfier de cette opposition. En 2015, par exemple, les Britanniques ou les Danois n'ont pas voulu participer à ce mécanisme de relocalisation des demandeurs d'asile, les traités le leur permettaient alors. Les fractures, les polarisations autour de la question migratoire, existent aussi à l'Ouest, comme le montrent nos débats en France. On oublie parfois que c'est la Pologne qui délivre le plus de titres de séjours chaque année, à des Ukrainiens,

c'est vrai.

Photo Ifri  
C'est davantage au niveau de la gouvernance européenne qu'on relève des différences entre Est et Ouest, même si on note que la plus vieille démocratie du monde, le Royaume-Uni, même sorti de l'UE depuis le Brexit, a du mal à respecter sa parole.

**Doit-on redouter une crise humanitaire ?**

On parle d'« arme », de flux, mais on ne parle pas des gens, même le ministère des Affaires étrangères français. On assiste à une dramatisation à la construction de cette crise, d'autant que les images sont essentiellement d'origine polonaise et d'autant que ni les journalistes, ni les ONG ne peuvent se rendre sur place, notamment du côté polonais. On est là en contradiction avec les valeurs, les principes de l'UE. À ce stade, l'aspect humanitaire est complètement mis de côté par toutes les parties.

Propos recueillis par Xavier FRÈRE



Photo Ifri

« Nous examinerons la possibilité de sanctionner les compagnies aériennes qui facilitent le trafic d'êtres humains vers Minsk, puis la frontière entre l'UE et le Biélorusse. »

Ursula von der Leyen  
Présidente de la Commission européenne

## 11

personnes au moins seraient mortes de la crise migratoire à cette frontière entre l'UE et le Biélorusse, selon des estimations des médias publiées samedi après la découverte du corps d'un jeune Syrien près de la frontière entre le Biélorusse et la Pologne.